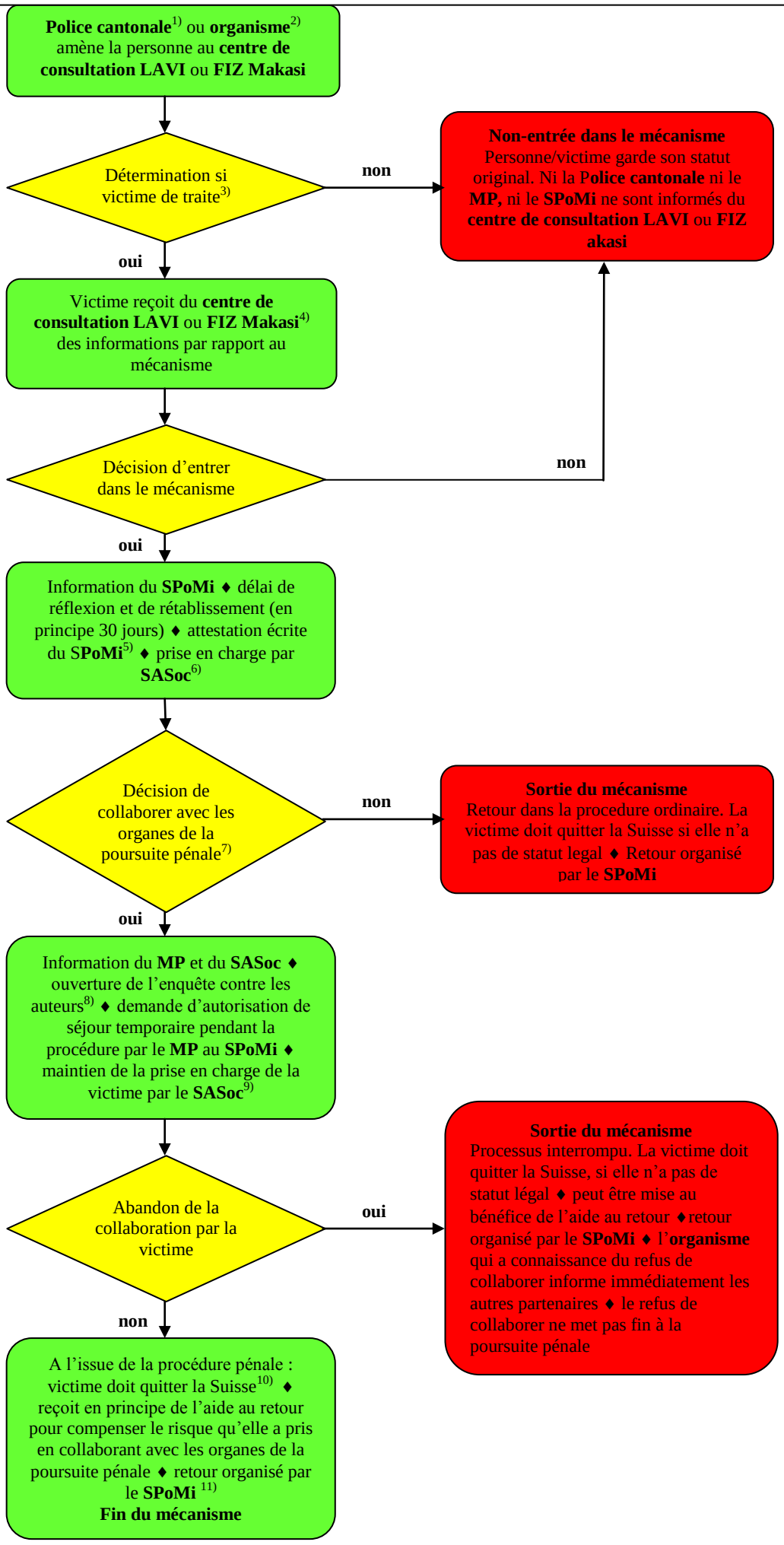
MÉCANISME DE COOPÉRATION CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS



Annexe 2

[1] En cas d'opération de grande envergure planifiée (descente) la police associe en principe le **FIZ Makasi** ; obligation de la **Police cantonale** de dénoncer

[2] p.ex. un **service social, Frisanté/Grisélidis, Espacefemmes, un service hospitalier**, etc.

[3] par **centre de consultation LAVI** ou **FIZ Makasi** selon les 5 critères du **SCOTT**

[4] pour obtenir des prestations LAVI, la victime doit, dans tous les cas, passer par le **centre de consultation LAVI**

[5] informe le **MP** et **la Police cantonale** (Centrale d'engagement et d'alarmes et Brigade mœurs et maltraitance)

[6] selon les règles ordinaires (LAVI ou loi sur l'aide sociale)

[7] au plus tard à l'échéance du délai de réflexion

[8] en principe renonciation à la poursuite pénale pour des infractions à la LEtr (application de l'art. 52 CP)

[9] selon la loi sur l'aide sociale sous réserve des prestations LAVI

[10] si elle n'a pas de statut légal et sous réserve de l'occurrence d'un cas personnel d'extrême gravité.

[11] en collaboration avec le **centre de consultation LAVI**

22.02.2013 /fw